



Ministère de la Famille

CARITAS Dakar



**RAPPORT DE SYNTHÈSE DES FOCUS
GROUPES
PROJET CASH & VOUCHERS
PIKINE JANVIER 2012**

Par :

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM-Sénégal)

*La Cellule de Suivi Opérationnel des Programmes et Projets de Lutte contre la Pauvreté du
Ministère de la Famille (CSO/PLCP)*

Caritas Diocésaine de Dakar (CDD)

TABLEAU DES ABBREVIATIONS ET DES SIGLES

SIGLE	DEFINITION
AGETIP	L'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARD	Agence Régionale de Développement
BRS	Banque Régionale de Solidarité
CARITAS	ONG Caritative
CCA	Comité de Commune d'Arrondissement
CCQ	Comité Communal de Quartier
CDD	Caritas Diocésaine de Dakar
CDQ	Comité de Quartier
CNSA	Commissariat National à la Sécurité Alimentaire
CSO/PLCP	Cellule de Suivi Opérationnel de Projets de Lutte Contre la Pauvreté
CV	Cash Voucher
DPES	Document de protection Economique et Sociale
DSRP	Document de Réduction de la Pauvreté
ENDA	Environnement and Développement Action
EVE	Eau Vive
FAO	Food and Agriculture Organisation
CFA	Communauté Financière Africaine

GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GPF	Groupement de Femmes
IPSR	Intervention Prolongée de Secours et de Redressement
OCB	Organisation Communautaires de Base
ONAS	Office National de l'Assainissement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OXFAM	Oxford Committee for Famine
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNDL	Programme National de Développement Local
RADI	Réseau Africain pour le Développement intégré
RAFDGR	Réseau des Associations Féminines pour le Développement de Guinaw Rail
SDAS	Service Départementale de l'Action Sociale
SDDC	Service du Développement communautaire
U-IMCEC	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne te de Crédit
UMECUDEF	Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit de l'UNACOIS pour le Développement Economique et Financier du Sénégal
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund

SOMMAIRE

I.	Introduction	6
1)	Contexte projet Cash voucher	6
2)	Éléments clés de la modalité cash voucher:	7
3)	Le processus de ciblage	8
4)	Processus de distribution	9
5)	Suivi-Evaluation du projet pilote CV	11
6)	Termes de référence des Focus groupes organisés à Pikine	12
a.	Justification	12
b.	Objectifs	12
c.	Résultats attendus	13
d.	Méthodologie et mise en oeuvre	13
e.	Calendrier d'exécution	14
II.	Organisation de la commune pour appuyer les ménages les plus vulnérables	15
1)	Structures impliquées dans la gestion de la pauvreté dans la commune	15
2)	Existence de fonds d'appui dans la commune d'appui aux plus vulnérables et utilisation	16
3)	Changement en termes d'approche dans la lutte contre l'insécurité alimentaire	17
A.	Points Positifs :	17
B.	Points négatifs	18
4)	Axes de collaboration futurs	18
5)	Réaction des bénéficiaires du projet : les sujets débattus	19
III.	Perception du projet	19
1)	Au niveau de la commune d'arrondissement et des acteurs communautaires :	19

2)	Au niveau des ménages	20
3)	Effets du projet bons d'achat sur les ménages ciblés	21
a.	Éducation	21
b.	Effets sur la santé	22
c.	Effet sur la sécurité alimentaire des ménages ciblés	22
d.	Effets sur les activités des ménages ciblés	23
e.	Autres effets	23
4)	Difficultés engendrées par le projet Cash.....	24
5)	Quelques exemples de cas concrets	24
6)	Situation après le projet.....	25
IV.	Leçons apprises	25
V.	Recommandations	26

I. Introduction

1) Contexte projet Cash voucher

Suite à la flambée des prix des denrées de base, le Bureau Pays du PAM, en collaboration avec l'UNICEF, la FAO et les autorités compétentes, notamment le Conseil National pour la Sécurité Alimentaire (CNSA) logé à la Primature, le Ministère en charge de la Famille, le Ministère de l'Agriculture et l'Agence Nationale de Statistiques et de Démographie (ANSD), a entrepris en novembre 2008 une étude sur la sécurité alimentaire en milieu urbain dans les villes de Pikine (banlieue de Dakar), Kaolack et Ziguinchor. L'étude a recommandé une réponse basée sur les transferts monétaires afin d'atténuer les impacts observés sur la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables ; à cet effet il a été retenu qu'un système de « bons d'achats alimentaires » pourrait être l'outil le plus approprié pour mettre en œuvre le transfert monétaire.

Pour cela une étude de faisabilité a été réalisée en février 2009 et les résultats ont montré que:

- Les marchés sont fonctionnels, concurrentiels et bien approvisionnés
- Le système bancaire dynamique
- Les bénéficiaires favorables à sa mise en œuvre
- Les partenaires de mise en œuvre existants
- Le contexte politique favorable

Avec l'appui de la Facilité Alimentaire de l'Union Européenne, le PAM a décidé de lancer à Pikine et Ziguinchor un projet pilote de transfert inconditionnel de bons d'achats alimentaires pour protéger les moyens de subsistance des ménages pauvres en insécurité alimentaire. Le PAM a déjà mis en œuvre de tels projets dans d'autres pays.

Le projet pilote de bons d'achat alimentaires (Cash Voucher) est une composante de l'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR - 106120) du PAM visant à contribuer à la paix et à la stabilité dans les différentes régions du Sénégal en améliorant les conditions de vie des populations vulnérables en situation post conflictuelle et de crise alimentaire ; le projet contribue également à réduire l'impact de la hausse des prix des denrées sur les populations vulnérables à travers tout le pays.

Ce projet a eu pour objectifs de :

- ✓ protéger les moyens d'existence en procurant aux ménages vulnérables bénéficiaires une compensation de la baisse de leur pouvoir d'achat due à la flambée des prix des produits alimentaires et à la crise économique dont les effets perdurent.
- ✓ renforcer la résistance des ménages vulnérables bénéficiaires aux chocs.
- ✓ améliorer la consommation alimentaire des ménages bénéficiaires pendant la durée du projet.
- ✓ contribuer aux efforts du Gouvernement du Sénégal pour permettre de renforcer la conception et la mise en œuvre de ses stratégies de protection sociale;

2) Éléments clés de la modalité cash voucher:

Le cash voucher est considéré comme une modalité de transfert monétaire à l'endroit des ménages pauvres, en insécurité alimentaire. Le transfert est inconditionnel car les ménages ciblés sont très affectés par la hausse des prix des denrées et a permis l'expérimentation d'un nouvel outil dans un nouveau contexte. Les bons d'achat alimentaires sont échangés contre des vivres auprès des détaillants agréés par le projet (riz, mil, maïs, huile, sucre). La valeur unitaire du coupon est de 3000 FCFA avec un maximum de six (6) personnes appuyées par ménage pendant six (06) distributions pour chaque Zone ciblée (Pikine et Ziguinchor). Un ancrage institutionnel est créé avec le Ministère de la Famille et des Organisations féminines à travers la

Cellule de Suivi Opérationnel des Programmes et Projets de Lutte contre la Pauvreté (CSO-PLCP). Le financement a été obtenu grâce à la facilité alimentaire de l'Union Européenne.

3) Le processus de ciblage

Pour identifier les ménages bénéficiaires, le PAM a développé une méthodologie de ciblage participative en trois phases :

- ✓ Sélection des quartiers à plus forte concentration de ménages pauvres dans les Communes les communes identifiées par une enquête urbaine réalisée par le PAM, la FAO et l'UNICEF: 204 quartiers sur les 330 que compte les 09 Communes d'Arrondissement ciblées de la ville de Pikine (région de Dakar) et tous les quartiers de la ville de Ziguinchor . Cette a été effectué avec l'appui des comités de communes.
- ✓ Pré-Sélection des ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire dans les quartiers par les comité ou conseils de quartiers
- ✓ Vérification par une enquête des listes ménages pré établies par les comité et conseils de quartier.
- ✓ Cette méthodologie de ciblage a été basée sur l'implication forte des autorités administratives et locales à travers la Mairie et les comités de communes mais aussi des structures locales telles que l'ARD, Caritas et ENDA projet.

Le choix de quartiers et des ménages a été effectué sur base de critères élaborés par le PAM, les ONG partenaires (Caritas et Enda Graf et le ministère de la famille et validés par les acteurs locaux (ONGs/ Associations locales, Comité de communes, société civile).

4) Processus de distribution

La Caritas Dakar à Pikine et conseil communal des quartiers sous l'encadrement de l'ARD (l'Agence Régionale de Développement de Ziguinchor) ont accompagné le PAM en assurant la distribution mensuelle des bons, tandis que la mairie, de même que le Ministère de la famille assurent le rôle de partenaires institutionnels.

- ✓ Les distributions de Pikine ont eu lieu de Juillet/Août 2010 à Mai 2011
- ✓ Un total de près de 60 000 bénéficiaires ont été touchés depuis le démarrage des distributions
- ✓ Il s'est déroulé dans la commune de Ziguinchor entre Avril et Octobre 2011 avec une distribution exceptionnelle (7ème distribution en cours);
- ✓ Quelques 45 000 bénéficiaires y ont été touchés depuis le démarrage des distributions;
- ✓ Les ménages bénéficiaires ont disposé de cartes de bénéficiaires;
- ✓ Avec cette carte les bénéficiaires ont reçu des bons qu'ils échangent auprès des détaillants contre les denrées alimentaires prédéfinies par le PAM à savoir : le riz, le mil, le maïs, l'huile et le sucre.
- ✓ Avec ces bons les détaillants se font rembourser au niveau des guichets BRS et partenaires U-UMCEC, Poste, UMECUEDEF et UMECAS, des structures représentant la BRS (Banque Régionale de Solidarité) qui est l'institution financière partenaire du PAM dans ce projet.
- ✓ Les distributions des bons sont effectuées selon un calendrier de distribution pré établi partagé avec tous les acteurs.
- ✓ Aussi, les dates de distribution sont communiquées à l'avance aux bénéficiaires par l'intermédiaire des conseils de quartier et la presse.
- ✓ La sélection des détaillants a été préparée avec l'appui des services décentralisés du Ministère du Commerce.
- ✓ Les bons sont imprimés par le PAM via une imprimerie de la place

5) Suivi-Evaluation du projet pilote CV

Le monitoring du projet est effectué après chaque distribution auprès d'un échantillon de 400 ménages et sur l'ensemble des détaillants pour suivre l'état d'évolution du projet. L'analyse des données de ce suivi post distribution permettent de les forces et faiblesses du processus et d'apporter les modifications au besoin. Aussi, ce monitoring permet de suivre les prix du marché en rapport avec ceux utilisés par les détaillants agréés. A Pikine le suivi a été effectué par Caritas, à Ziguinchor par l'ARD.

L'évaluation du projet permet à terme de renseigner sur l'efficacité de l'opération au plan:

- De la réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages bénéficiaires ;
- De l'évolution de leurs moyens et stratégies de subsistance ;
- De l'étude des conditions d'utilisation des coupons alimentaires et les stratégies déployées par les ménages pour protéger leurs moyens de subsistances et renforcer leur résilience ;

Pour cela une enquête de base a été effectuée pour établir la situation initiale des ménages quant à leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et à leurs moyens d'existence et aussi pour analyser la comparabilité des groupes de ménages bénéficiaires et contrôles (ménages non bénéficiaires).

L'enquête finale en cours permet de mesurer l'évolution des ménages bénéficiaires après la distribution des coupons. Il s'effectue selon le même principe que l'enquête de base.

En plus des évaluations dont l'analyse des données recueillies est en cours, le recueil de données qualitatives complémentaires auprès des acteurs locaux ayant participé au processus de mis en œuvre a été jugé nécessaire pour permettre meilleure appréciation des résultats du projet. Ces données qualitatives sont recueillies à travers des focus groupes organisés dans

l'ensemble des 9 communes d'arrondissement de Pikine touchées par le projet et dont les termes repris ci après.

6) Termes de référence des Focus groupes organisés à Pikine

a. Justification

Dans le but d'obtenir des données qualitatives au terme des 6 distributions de bons d'achat alimentaires à Pikine, le PAM a initié des rencontres bilans pour avoir l'avis des partenaires locaux sur les effets du projet Cash voucher en terme d'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ciblés, des difficultés rencontrés, en terme de dynamique communautaire et d'approche de lutte contre la pauvreté.

Le PAM a réalisé ces activités en collaboration avec la Caritas Dakar, partenaire opérationnel du projet et le ministère de la famille partenaire institutionnel qui se chargeront de l'animation de ces rencontres sous la base d'un guide d'entretien élaboré à cet effet (le guide est annexé au document).

Lors de ces rencontres il s'est agit d'échanger avec les membres des comités de communes d'arrondissement des 09 communes cibles, constitués des autorités locales administratives, coutumières et religieuses, des représentants de la société civile et associations de jeunes et de femmes, sur un certains nombre de questions contenu dans le guide.

b. Objectifs

L'objectif des ces focus groupes est d'obtenir des informations complémentaires, au plan qualitatif, sur les effets ou impacts (positifs ou négatifs) du projet Cash Vouchers.

De manière plus spécifique, il s'agit de:

- ✓ tenir des rencontres avec les parties prenantes au niveau local

- ✓ renseigner un certain nombre d'informations qualitatives
- ✓ produire un rapport compilant l'ensemble des informations recueillies

c. Résultats attendus

- ✓ Neuf (9) réunions-bilans avec les comités de commune dans les neufs (09) communes d'arrondissement de : Diamaguene-Sicap/Mbao, Tivaoune Diaksao, Guinaw Rails Nord, Guinaw Rails Sud, Djeddah Thiaroye Kao, Malika, Thiaroye Gare, Yeumbeul Nord et Yeumbeul Sud sont réalisées ;
- ✓ Les informations sont capitalisées au sein d'un rapport par réunion ;
- ✓ Un rapport global faisant ressortir les résultats sur l'ensemble des 9 communes est élaboré ;

d. Méthodologie et mise en oeuvre

Un guide d'entretien élaboré par la Caritas, le ministère de la famille et les unités technique du PAM a servi de support d'animation et de collecte de données lors de rencontres avec les membres des comités de commune d'arrondissement (élus, délégués de quartier, OCB, etc.).

Au préalable, l'information à propos de ces réunions (dates et lieux) a été portée à la connaissance des membres du comité sur la base d'un planning journaliser avec précision de l'heure et le lieu de la rencontre.

A cet effet, deux équipes de 3 personnes (1 personne CARITAS, 1 personne PAM et 1 personne Ministère de la famille) ont été formées pour assurer l'animation des rencontres bilans. Les informations recueillies sous la base du Guide sont remises à la CARITAS DAKAR pour saisie et compilation dans un rapport.

La validation et finalisation du rapport à fait l'objet d'une rencontre réunissant les trois partenaires (PAM, Caritas, Ministère de la famille). Les informations collectées seront saisies par l'agent de saisie de

e. Calendrier d'exécution

Activités	Date démarrage	Date de fin	délais
Elaboration du planning détaillé (activités préparatoires, rencontres et analyse de données +rapport	29/12/2011	29/12/2011	1 jour
Rencontre harmonisation des rencontres	04/01/2012	04/01/2012	½ jour
Réunions (rencontres bilans)	05/01/2012	09/01/2012	4 jours ouvrables
Traitement et analyse des données	10/01/2012	13/01/2012	4 jours
Rencontre d'harmonisation et de finalisation du rapport	13/01/2012	13/01/2012	½ jour
Intégration commentaires et partage du rapport final	16/01/2012	16/01/2012	1 jour

Le traitement et l'analyse des données collectées on donné les résultats suivants :

II. Organisation de la commune pour appuyer les ménages les plus vulnérables

1) Structures impliquées dans la gestion de la pauvreté dans la commune

On note l'intervention d'organisations comme :

- Assainissement : ENDA GRAF; Caritas, EVE dans le domaine de l'assainissement et du renforcement des capacités d'organisation et groupement de promotion féminine, secours Islamique France dans le domaine de l'assainissement et soulagement des populations en période de catastrophe (inondations). Il faudra aussi noter l'intervention de structures étatiques comme AGETIP, ONAS
- Education : RENKEN, PLAN Sénégal
- Santé : Inter monde, Plan
- Microfinance : RADI, réseau (RAFDGR), Inter monde
- Développement local : PNDL, service déconcentré du développement local
- développement communautaire : SDDC
- Action Social : SDAS

Il convient de préciser qu'à côté de ces organisations fortes et de représentation à grande échelle dans les zones d'intervention du projet Cash, il y a des organisations locales dans toutes les communes d'arrondissement qui luttent contre la pauvreté.

Ce sont des réseaux de femmes, de jeunes (associations) bien organisées dans les quartiers menant des actions d'assainissement, d'encadrement des jeunes, de soutien aux ménages et personnes démunies, qui de plus en plus tendent à se retrouver dans des faitières au niveau communal.

2) Existence de fonds d'appui dans la commune d'appui aux plus vulnérables et utilisation

Différentes lignes de crédit d'appui aux ménages vulnérables existent dans les budgets des communes d'arrondissement. Il s'agit principalement des :

- lignes de secours aux personnes vulnérables et nécessiteux (secours aux indigents)
- subventions des OCB
- Fonds en Catastrophes et calamités naturelles

Pour ces lignes de crédit leur décaissement reste souvent soumis à une obligation de saisine de l'autorité.

Dans toutes les communes d'arrondissement, on note une présence d'une commission sociale qui s'occupe du traitement des dossiers de demande d'appui des ménages vulnérables.

« Les participants à la rencontre de la commune d'arrondissement de Diameguène Sicap Mbao reconnaissent que l'appui social est géré directement par le maire avec le conseil municipal ».

La participation de plusieurs acteurs a permis de comprendre que les populations ne savaient pas forcément qu'elles pouvaient être appuyées par les communes d'arrondissement.

3) Changement en termes d'approche dans la lutte contre l'insécurité alimentaire

L'approche du PAM dans la mise en œuvre de ce projet comporte des points positifs et négatifs.

A. Points Positifs :

a. Ciblage

- Dans cinq (5) communes d'arrondissement les participants pensent que l'approche a permis de disculper les acteurs ayant participé au processus d'identification des quartiers mais aussi de présélection des ménages les plus vulnérables.
- Les critères de sélection des quartiers et de présélection des ménages ont été validés par les comités de communes, d'où une forte participation des acteurs locaux dans la mise en œuvre du ciblage.
- les bénéficiaires n'ont pas eu à écrire des demandes d'appui pour être approchés et intégrés dans le programme
- Contrairement aux projets de la mairie où il y a une obligation de saisine de la structure par le nécessiteux, le projet Cash s'est rabattu sur les comités de quartier composés de personnes ressources vivant dans le quartier qui ont eux-mêmes élaborés les premières listes de présélection des ménages les plus vulnérables de leur quartier.
- Des organisations comme Enda et OXFAM ont fait un diagnostic du projet Cash pour mettre en place une stratégie d'appui des ménages vulnérables. Ils ont adopté le même principe de ciblage du projet Cash voucher pour identifier les bénéficiaires de leurs programmes respectifs.
- L'approche du projet par son ciblage par étape a été jugée transparente et démocratique.
- Il s'agit d'une bonne approche car le ciblage a permis de toucher les ménages vulnérables

b. Distribution

- La distribution des coupons à la place de l'argent en espèce est fortement appréciée par les femmes des organisations invitées. La distribution d'argent en espèce ne peut ne pas permettre de lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire car la plupart des femmes pensent que cette argent seraient utilisés pour autres choses autres que les denrées spécifiées.
- Certaines mairies (au moins 3) reconnaissent avoir changé leur stratégie de distribution de vivres dans le cadre de leurs programmes d'assistance sociale des ménages en période de catastrophe : Ce sont maintenant les coupons qui sont utilisés en lieu et place la place de la distribution directe de denrées alimentaires.

B. Points négatifs

a. Ciblage

- La pré-identification des ménages par les comités de quartier n'a pas toujours permis de ressortir les ménages les plus vulnérables. Dans certains comités, il a été noté une impartialité des membres du comité.
- L'absence d'une étape de validation de la liste définitive des ménages ciblés par les membres des comités de quartier a été notée comme une insuffisance par six points focaux.
- Certains délégués de quartier préalablement avisés et informés sur les enjeux du projet ont manipulé l'information pour faire bénéficier d'avantage leurs quartiers.
- La mise en œuvre du ciblage a été trop longue

4) Axes de collaboration futurs

Sept (7) communes d'arrondissement ont salué l'implication des autorités locales dans la mise en œuvre du projet Cash. L'approche du projet est conforme aux orientations contenues dans le DSRP 1 et 2 et reprises dans le DPES en cours de validation qui fait de la collectivité locale la porte d'entrée du développement à la base.

Toutefois il a été recommandé de renforcer d'avantage la collaboration entre le PAM et ses partenaires locaux.

5) Réaction des bénéficiaires du projet : les sujets débattus

Les acteurs communautaires sont interpellés en permanence sur le projet. Grâce à leur implication effective dans la mise en œuvre du projet, ils ont été assez outillés pour faire face à cette exigence. Ci après les sujets qui reviennent le plus souvent :

- Est-ce que le projet est fini ?
- Quand est-ce la distribution des bons va reprendre ?
- Comment faire pour être intégré dans les listes ?
- Est-ce les bénéficiaires actuels seront écartés ?

Cependant il arrive que certains ménages posent des questions relatives au ciblage,

- Pourquoi avoir été enquêté sans être retenu ?
- Quels étaient les critères ?
- Qui a fait parti du comité de ciblage ?

III. Perception du projet

Le projet « bons d'achat alimentaire » a été très bien apprécié par les autorités locales et acteur locaux.

1) Au niveau de la commune d'arrondissement et des acteurs communautaires :

- Le projet a permis de faciliter et renforcer les relations (crédibilité de la commune) entre la population et la commune d'une part et entre la population et les autres acteurs locaux d'autre part.

- Pendant la mise en œuvre du projet, les services sociaux des mairies ont été moins sollicités et ont pu orienter leurs dépenses vers d'autres secteurs.
- Les femmes des ménages ciblés étaient plus présentes dans les activités des Groupements de Promotion féminins (GPF)
- Les populations ont souvent été enquêtées sans suite au point qu'elles étaient devenues réticentes, mais avec le projet Cash Voucher, elles sont devenues plus coopératives et réceptives aux activités communautaires.
- Des Groupements de Promotion Féminine ont vu le nombre de leurs membres augmenter avec l'adhésion de bénéficiaires du cash ;

2) Au niveau des ménages

- Les acteurs affirment que l'aide est allée directement aux bénéficiaires ;
- Les chefs de ménage et surtout des femmes qui s'investissent dans la recherche des moyens pour nourrir les ménages ont été soulagés du stress et des charges quotidiennes.
- Des ménages ont pu économiser pour payer le loyer et les factures d'eau et d'électricité grâce aux bons qu'ils recevaient chaque mois.
- Le projet a soulagé les ménages en leur permettant d'assurer leur sécurité alimentaire ;
- Il a été noté un élan de solidarité entre des ménages bénéficiaires et non bénéficiaires avec le partage des denrées.
- Les retards des enfants pour les cours de l'après midi ont été fortement réduits car les enfants pouvaient déjeuner à temps à la maison et retourner à l'école à temps.
- La disponibilité plus permanente de la nourriture a fortement contribué à atténuer les tensions sociales dans le ménage.
- L'achat à crédit de denrées alimentaires a diminué.
- Il a été noté une possibilité pour certains ménages d'économiser de l'argent pour la santé, l'éducation surtout des plus petits.

Par contre il a été noté:

- Un déficit de communication sur le projet car les différents acteurs n'avaient pas toujours à temps les informations sur le planning des activités à mener.
- Des participant ont fustigé la mauvaise communication en direction des bénéficiaires qui disposés des cartes de bénéficiaires et qui n'ont jamais reçu de coupons (faible proportion)
- des insuffisances au niveau du ciblage car des ménages moins vulnérables ont sélectionnés.
- Le ciblage et la distribution ont été peu discrets. Certains ménages bénéficiaires certains critères indiscrets et auraient souhaités ne pas s'exposer lors des distributions.
- La durée du projet est trop courte pour permettre aux ménages ciblés d'adresser significativement, le problème de l'insécurité alimentaire.
- Aucune stratégie de sortie n'a été développée pour permettre aux ménages bénéficiaires de faire face à l'après projet.
- Une rupture de deux mois sans distributions liée aux difficultés rencontrées lors du démarrage du projet, a freiné les dispositions que des ménages bénéficiaires auraient pu prendre pour mettre en place des Activités Génératrices de Revenus.
- Un attroupement voir même rush des bénéficiaires dans les sites de distribution et auprès des détaillants qui posait des problèmes d'organisation et de gestion des distributions.

3) Effets du projet bons d'achat sur les ménages ciblés

a. Éducation

Les participants aux rencontres ont témoigné des effets du projet sur l'éducation car un bon nombre des ménages ciblés n'avaient pas les moyens d'inscrire leurs enfants à l'école et leur acheter les fournitures scolaires. Avec le projet, les enfants ont regagnés les classes.

Aussi les effets liés à la ponctualité des enfants à l'école ont été notés car les chefs de ménages ont la possibilité de leur préparer tôt le matin à manger ou de leur donner un peu d'argent pour leur goûter à la récréation.

Selon les femmes membres des groupements et un directeur d'école, les enfants étaient plus motivés et plus sereins à l'école. En outre, le nombre d'enfants qui restaient à l'école, s'il y avait cours dans l'après midi, avait fortement diminué.

A Thiaroye Gare, il a été relaté le cas d'une femme chef de ménage et bénéficiaire dont l'enfant venu en vacances devait abandonner les études faute de moyens. La mise en œuvre du projet a permis à la dame d'épargner un peu d'argent et son enfant a pu retourner poursuivre ses études au village.

b. Effets sur la santé

Des chefs de ménages ou membres de leurs familles tombés malades ont pu se soigner selon les témoignages des délégués de quartier et femmes chefs de groupements qui vivent avec les bénéficiaires.

A Malika, une femme chef de ménage et bénéficiaire du projet vivait de son travail à la décharge de Mbeubeuss. Cependant bien qu'étant malade du fait de la pollution avancée de la décharge, elle ne pouvait pas arrêter son activité devant ses charges quotidiennes. Elle a pu dès le début de la mise œuvre arrêter ce travail et épargner de l'argent pour se soigner.

c. Effet sur la sécurité alimentaire des ménages ciblés

- Des ménages qui vivaient de mendicité ont réduit le temps consacré à ce phénomène.
- De l'avis des délégués de quartier, la plupart des ménages bénéficiaires ont pu assurer le déjeuner quotidien et ont pu vaquer à leurs occupations.

- Des ménages qui n'assuraient même pas un repas ont pu manger à leur faim.
- Des ménages qui ont eu à améliorer la qualité des repas et la quantité de nourriture préparée
- Les enfants des ménages bénéficiaires qui auparavant allaient manger dans le voisinage ou dormaient sans manger se sont sentis épanouis car ces pratiques ont cessé.
- De l'avis des bénéficiaires et des délégués de quartier, la quantité de nourriture préparée était plus importante grâce à la disponibilité permanente du riz.

Dans un ménage, une femme chef de ménage regardait sans solution ses enfants mendier accompagnant des talibés dans la cité « Asecna » de Diamaguène. Ils rentraient partager les mets mendiés avec leurs sœurs: c'est un cas très fréquent car les enfants ont faim. Cependant avec le projet ces pratiques ont cessé car la femme a pu préparer de la bouillie les soirs. « Diamaguène Sicap Mbao »

d. Effets sur les activités des ménages ciblés

Un chef ménage nourrissait sa famille des fonds générés grâce à son cheval avec lequel il transportait des personnes dans une charrette. Entre temps le cheval est mort et le ménage se retrouve sans aucune autre source de revenus ce qui plongé le ménage dans une situation de vulnérabilité. Bénéficiaire du projet de bons d'achat, il a pu économiser des fonds qui lui ont permis d'acheter à nouveau un cheval.

e. Autres effets

Dans certaines communes d'arrondissement on a constaté les effets positifs du programme dans des domaines comme :

- L'habitat avec le règlement des factures d'eau, d'électricité, le loyer grâce aux économies réalisées pendant la durée du projet.

- Le changement de comportement des ménages bénéficiaires avec l'utilisation plus fréquentes des céréales locales (mil, Maïs).

Des cas concrets de réussite sont rencontrés dans les communes d'arrondissement (cf. Rapports communes d'arrondissement).

4) Difficultés engendrées par le projet Cash

Trois niveaux de conflits ont été signalés :

- Des problèmes de confiance entre des chefs de ménages et leurs enfants ou conjoints ont été signalés: il s'agit de cas où souvent le père de famille se présente comme le potentiel bénéficiaire se permettant le droit d'utiliser des denrées achetées à sa guise.
- Même s'il s'agit de cas peu fréquents, des problèmes entre des bénéficiaires ayant le même nom ont été signalés par les participants.
- Des problèmes entre des ménages et les délégués ou points focaux ont été signalés par les participants de sept communes d'arrondissement. En effet beaucoup de bénéficiaires, selon les participants conviés aux réunions, pensent que le travail de sélection a été fait par les délégués et qu'ils ont choisi les ménages par affinité ou lien de parenté.

Changement dans la vie et activité en terme de sécurité alimentaire

- Des ménages ont pu retrouver la confiance des détaillants et ont pu bénéficier d'un crédit (vente anticipée à crédit).
- Une faible proportion de ménages a pu malgré tout épargner et mener des activités génératrices de revenus (petit commerce).

5) Quelques exemples de cas concrets

- La situation des enfants n'étaient pas stables. Ils allaient dans le voisinage pour manger. Mais avec le projet les ménages concernés ont pu assurer au moins un repas consistant dans la journée et de la bouillie le soir pour maintenir les enfants dans le ménage.
- Un chef de ménage dont les enfants ne mangeaient pas la nuit depuis plus d'un an a pu demander à l'imam de formuler des prières pour le PAM car avec ce projet ses enfant mangent le soir et ne sont pas obligés de vadrouiller jusque tard dans la nuit.

6) Situation après le projet

- De l'avis des participants la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages persiste. La plupart des ménages ciblés n'ont pas pu dégager des ressources pour mettre en place des activités génératrices de revenus étant donné la durée courte du projet.
- Les difficultés des ménages sont aggravées par la hausse continue des prix des denrées de première nécessité.
- Dans certaines communes d'arrondissement, des cas de conflits ont refait surface au sein de certains ménages.

IV. Leçons apprises

Les leçons apprises tournent autour de :

- La meilleure connaissance des partenaires et de leurs domaines d'intervention
- La bonne compréhension du processus du projet (ciblage communautaire, distribution sous forme de coupons) et la capitalisation de l'approche par les conseils municipaux et autres partenaires.

- La fin du projet a mis les ménages dans le désespoir car l'attente d'une prochaine phase risque d'être longue, et les sources de revenus sont toujours inexistantes.
- Les critères de sélection validés avec les comités de commune sont jugés pertinents même si on sait qu'aucun ciblage n'est parfait.
- La lutte contre l'insécurité alimentaire par les coupons est un moyen efficace pour atteindre les ménages pauvres et lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire.
- La durée de six mois n'a pas permis aux ménages de mettre en place des stratégies de réduction leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.
- L'implication de la commune d'arrondissement et des acteurs locaux a renforcé la crédibilité des conseils municipaux et des organisations communautaires de base. Ce qui a permis de faciliter la mise en œuvre du projet et la synergie d'actions
- La Caritas s'est inspiré du modèle pour mettre en place des CDQ (Comités de quartier) dans ses zones d'intervention pour trouver des répondants crédibles à ses projets.

V. Recommandations

Les recommandations suivantes ont été formulées par les participants :

- Minimiser au maximum les erreurs d'inclusion/ d'exclusion en renforçant le dispositif de contrôle lors du ciblage des bénéficiaires.
- Associer au bon alimentaire des mécanismes pour la mise en place ou de soutien d'activités génératrices de revenus pour un effet durable du projet.
- Renforcer la communication avec les différents acteurs (point focaux, membres du Comité de Commune d'Arrondissement (CCA), les membres des Comités De Quartier (CCQ), bénéficiaires et non bénéficiaires)

- Travailler dans le sens de la réduction du délai du ciblage.
- Augmenter le nombre de bénéficiaires.
- Rallonger la durée du projet pour permettre aux bénéficiaires de mettre en place des stratégies d'atténuation de la situation de vulnérabilité.
- Mettre en place d'autres programmes d'appui dans des domaines de lutte contre la pauvreté : santé, éducation surtout.
- Augmenter la valeur du coupon en tenant compte du coût actuel de la vie.
- Renforcer l'implication des membres du CCA dans toutes les étapes du ciblage pour s'assurer du bon déroulement du travail par les comités de quartier
- Formaliser la contribution (nature ou espèce) de la commune d'arrondissement.
- Motiver certains acteurs impliqués dans la mise en œuvre du processus (points focaux)
- Mettre en place, encadrer et renforcer les capacités organisationnelles, techniques des OCB
- En lieu et place des détaillants, agréer les GIE (femmes) et GPF comme structures pour assurer la disponibilité des denrées et leurs échanges contre les coupons. C'est-à-dire les organiser comme structures qui achètent les produits agréés auprès des grossistes et auprès de qui les ménages viennent échanger les bons reçus
- Dans le ciblage des détaillants, tenir d'avantage en compte la proximité du détaillant avec les bénéficiaires.
- Actualiser trimestriellement la base de données des ménages et la rendre accessibles pour d'autres acteurs qui souhaitent mettre en œuvre d'autres programmes de lutte contre la pauvreté comme la santé, l'éducation...

- Encourager les femmes bénéficiaires à intégrer les groupements et aider à orienter l'action des groupements vers les cautions solidaires.
- Renforcer les comités de commune d'arrondissement avec la présence d'autres acteurs
- Renforcer les comités de quartier par l'implication d'acteurs qui permettent un bon ciblage des bénéficiaires.
- Mettre en place une bonne stratégie de sensibilisation avec les différentes instances (comités de commune d'arrondissement, comités de quartier).

Appréciations globales

- Le taux de participation, le respect du calendrier et des horaires aux focus groupe d'évaluation reflète l'importance du projet aux yeux des différents acteurs conviés.
- l'organisation de rencontres d'évaluation a déclenché un espoir de reconduction du projet chez les différents acteurs.
- l'adhésion des autorités locales et la présence effective des maires ou de leurs adjoints est le signe manifeste de l'intérêt que porte les acteurs locaux su projet.